

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 22 au 28 mai 2025

Le chancelier allemand Friedrich Merz a annoncé lundi 26 mai la levée de toute limitation de portée des armes livrées à Kiev par l'Allemagne. « Il n'y a plus aucune restriction de portée pour les armes qui ont été livrées à l'Ukraine, ni par les Britanniques, ni par les Français, ni par nous, ni par les Américains », a déclaré le chancelier lors d'un événement public. Quant à la livraison d'armes plus puissantes, comme les missiles Taurus allemands (portée de 500 km), le chancelier allemand ne s'est pas exprimé de manière claire et a indiqué qu'il entretiendrait désormais une ambiguïté stratégique, en ne détaillant plus les armes que l'Allemagne enverrait à l'Ukraine. La Russie a vivement réagi aux propos du nouveau chancelier allemand, qualifiant cette décision de dangereuse et diffusant des cartes des potentielles zones ciblées en Russie par l'armée ukrainienne.

Friedrich Merz s'est également exprimé sur la manière dont Israël mène la guerre à Gaza, lors d'une interview télévisée ce lundi 26 mai. Il a déclaré que les attaques contre la population civile ne pouvaient plus être justifiées uniquement par la lutte contre le Hamas. Il a souligné que l'Allemagne, en raison de son histoire, devait faire preuve de retenue dans ses critiques envers Israël, mais que des violations du droit humanitaire nécessitent une réaction. Merz a également averti que la politique israélienne risquait d'éroder le soutien de ses alliés les plus proches, y compris celui de l'Allemagne. Malgré sa volonté de rencontrer le Premier ministre israélien Netanyahu, seul un appel a eu lieu et aucune rencontre n'est prévue.

Friedrich Merz a participé ce lundi 26 mai au sommet des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) à Turku (Finlande), réunissant également les représentants du Groenland, des Féroé et des îles Åland. La priorité des discussions a porté sur la sécurité dans la région de la mer Baltique, face aux menaces hybrides telles que les sabotages d'infrastructures (câbles, pipelines) attribués à la Russie. Merz a rappelé l'importance de la coopération avec l'OTAN, des sanctions européennes contre Moscou, et de la lutte contre la flotte clandestine russe, tout en affirmant que la fermeté est essentielle face à Poutine, qui ne comprend « que le langage de la force ».

Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, envisage une possible réintroduction de la conscription si le volontariat ne suffit pas à recruter suffisamment de soldats pour la Bundeswehr. Un nouveau cadre législatif est en préparation par le gouvernement Merz, avec une entrée en vigueur espérée pour janvier 2026. Tous les hommes de 18 ans seraient recensés et invités à remplir un questionnaire ; la participation des femmes resterait volontaire. La Bundeswehr a besoin d'environ 100 000 soldats supplémentaires pour répondre à ses engagements, notamment vis-à-vis de l'OTAN.

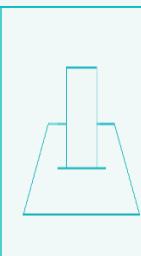
Le 23 mai 2025, une attaque au couteau a eu lieu à la gare centrale de Hambourg, faisant 18 blessés, dont quatre grièvement. L'agresseuse, une Allemande de 39 ans, sans domicile fixe, a été interpellée sans résistance et placée en hôpital psychiatrique, la police ayant évoqué des troubles mentaux. Cet événement s'ajoute à une

série d'agressions à l'arme blanche en Allemagne, qui ont conduit à un durcissement de la législation sur le port de couteaux dans l'espace public. Toutefois, l'efficacité de ces mesures est contestée par les experts et les syndicats policiers. Selon les statistiques de la police criminelle, environ 8 900 agressions à l'arme blanche ont été commises en Allemagne en 2023, représentant un peu moins de 6% de la catégorie des violences « ayant entraîné des blessures corporelles graves et dangereuses ».

Le 25 mai 2025, l'Ouganda a annoncé la suspension immédiate de toute coopération militaire avec l'Allemagne, accusant l'ambassadeur allemand, Matthias Schauer, d'être impliqué dans des activités subversives contre le gouvernement. Cette décision intervient à la suite d'accusations plus larges visant certaines ambassades européennes soupçonnées de soutenir l'opposition, alors que l'Ouganda est de plus en plus critiqué pour sa répression des opposants, à l'approche de l'élection présidentielle de 2026. La porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères, Kathrin Deschauer a réagi lors d'une conférence de presse en précisant que « les allégations de l'armée ougandaise sont absurdes et sans fondement ». Les conséquences de la suspension de la coopération militaire restent peu claires à ce stade. Selon la porte-parole, « il n'existe aucune coopération militaire formelle avec l'Ouganda », donc il n'y a "rien à dénoncer".

L'Allemagne va équiper un tronçon de 1 km de l'autoroute A6, entre Amberg et Sulzbach-Rosenberg, d'un système de recharge par induction pour véhicules électriques. Ce projet s'inscrit dans un plan de modernisation de 5,7 km de route en Bavière. Des bobines de cuivre installées sous la chaussée permettront de transmettre de l'énergie aux voitures compatibles, à la manière des chargeurs sans fil pour téléphones. Le dispositif, développé par l'entreprise israélienne ElectReon, sera testé à partir de cet été. Il s'agira d'une première sur autoroute en Allemagne, après des essais urbains. Le projet vise à tester la faisabilité technique et économique de cette solution. Un centre technologique dédié à la route électrique a également ouvert à Hallstadt, financé par le gouvernement bavarois à hauteur de 7,5 millions d'euros.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le député CDU Roland Theis et cinq autres parlementaires de Sarre, de Rhénanie-Palatinat, du Bade-Wurtemberg et d'Alsace proposent des mesures alternatives aux contrôles renforcés aux frontières franco-allemandes. Dans une lettre adressée aux ministres de l'Intérieur allemand Alexander Dobrindt et français Bruno Retailleau, ils suggèrent la création de voies spécifiques pour simplifier le passage de la frontière des frontaliers, surtout aux heures de pointe. Les élus préconisent également un renforcement des contrôles dans l'arrière-pays, réalisés conjointement par les forces allemandes et françaises. Ces propositions doivent être intégrées à une résolution commune franco-allemande attendue mi-juin, lors de réunions parlementaires à Paris et à Mayence consacrées à la coopération transfrontalière.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

6 151

3	8	7
0	6	5
1	3	2
7	9	6
9	0	1
9	2	0

Au cours des trois premiers mois de l'année, **6 151** personnes ont été expulsées d'Allemagne. C'est ce qui ressort de la réponse du gouvernement fédéral à une question de *Die Linke* au Bundestag, rapportée par le *Redaktionsnetzwerk Deutschland* (RND). Le nombre de personnes expulsées est donc supérieur à la moyenne trimestrielle des deux dernières années. Les pays de destination les plus fréquents étaient la Turquie, la Géorgie et la France. Selon les données, environ 1 700 de ces expulsions sont des « transferts Dublin ». Les expulsions ont donc eu lieu vers un autre pays européen responsable de la procédure d'asile selon le règlement de Dublin.